

GRÈCE APRÈS LA VICTOIRE DE SYRIZA AUX LÉGISLATIVES DIMANCHE

Les bravos européens avant le bras de fer

Aujourd'hui commence le plus dur : l'application des mesures d'austérité acceptées à contrecœur par le Premier ministre Alexis Tsipras, dans une Europe où la gauche reprend des couleurs.



■ Alexis Tsipras salue ses partisans, dimanche soir, à Athènes. Photo AFP

Acroire qu'ils se sont donné le mot : les dirigeants européens ont tous salué hier la victoire d'Alexis Tsipras – le même que beaucoup décriaient il y a peu en gauchiste inexpérimenté... Mais ce revirement, dicté par le pragmatisme, ne signifie pas que l'avenir soit sans nuage.

Pragmatisme oblige

Cette victoire donne « une raison d'espérer », a ainsi déclaré le commissaire européen à l'euro, le Letton Valdis Dombrovskis, qui a bataillé des mois durant contre toute concession à la Grèce.

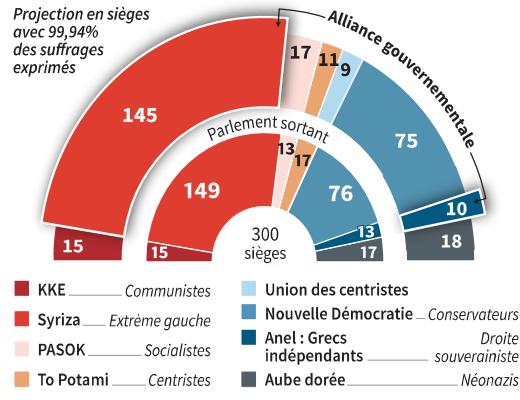
Même satisfait en Allemagne, où l'on affirme la volonté de « travailler étroitement et en partenariat avec le gouvernement grec ».

Le pragmatisme commande : les chefs d'État et de gouvernement européens entérineront la légitimité renouvelée dans les urnes de leur pair. Ils notent aussi que le gouvernement Tsipras II est allégé des éléments les plus hostiles à l'euro, avec l'échec de l'Alliance populaire rallié par l'ancien ministre Yanis Varoufakis.

En attendant la dette

Mais le plus dur commence : appliquer l'accord du 13 juillet et le Mémorandum de 32 pages de douloureuses mesures pour les retraités ou les agriculteurs grecs. « J'assume la responsabilité d'un texte auquel je ne crois pas », déclarait Alexis Tsipras, l'encre de sa signature à peine sèche... Il a dit durant la campagne

Grèce : Syriza retrouve le pouvoir



son espoir d'en faire bouger les lignes. Mais le porte-parole de la chancelière allemande a hier été clair : l'accord « reste totalement valable ». L'ambiguité ne pourra durer. D'autant que le début d'application du Mémorandum conditionne l'ouverture de la discussion sur l'effacement de fait d'une partie de la dette grecque (170 % du PIB), objectif premier d'Alexis Tsipras depuis janvier.

La gauche ragaillarde ?

« L'Europe doit entendre le message des Grecs », s'est réjoui dimanche François Hollande. Le président français veut engager le Premier ministre grec dans sa bataille pour la « réorientation » de l'Europe plus à gauche – avec sa propre réélection en ligne de mire. Le

message grec a déjà été entendu au Portugal, qui renouvelle son parlement le 4 octobre, et en Espagne où Podemos (gauche anti-austérité) espère imiter Syriza aux législatives de cet hiver. Ce possible renforcement du camp de gauche, dans une Union dominée par les conservateurs et libéraux de droite, interviendrait à un moment sensible : le lancement du débat sur la réforme de la zone euro, sur fond de reprise économique en pointillé. Mais on en saura sans doute plus le 7 octobre sur la redistribution des cartes entraînée par le scrutin grec : Angela Merkel et François Hollande feront une intervention commune devant le parlement européen, manière de fixer le cap. ■

Francis Brochet

QUESTIONS À YVES BERTONCINI

Directeur de l'Institut Jacques-Delors

« Une bonne nouvelle pour l'Europe »

La victoire de Syriza est-elle une bonne nouvelle pour l'Europe ?

Oui, car elle permet de clore le psychodrame politique commencé avec son élection. Tsipras a maintenant un mandat pour rompre avec la Grèce des quarante dernières années : la corruption, la fraude fiscale, le népotisme, l'Etat trop faible... Et c'est une bonne nouvelle pour l'Europe, car si le Mémorandum contient des mesures d'austérité, il soutient aussi des mesures de modernité.

Tsipras annonce « un gouvernement de combat »...

Il peut être tenté par un nouveau défi

à ses créanciers, mais il a déjà perdu une bataille importante. Le problème de la Grèce, c'est de faire des réformes suffisamment crédibles afin de pouvoir retourner se financer sur les marchés.

L'Europe s'est divisée sur la Grèce, maintenant face aux réfugiés... Au risque d'un éclatement ?

On parlait il y a trente ans d'eurosclérose, d'une Europe qui ne bougeait plus. Aujourd'hui, nous sommes dans l'euroscliose : c'est une crise de croissance qui touche la colonne vertébrale, les fondamentaux : l'euro, la libre circulation... Cela plie, sans rompre sur l'euro. Cela va plier sur les réfugiés, ça

va faire mal, mais je pense qu'on évitera la rupture. Mais ça va laisser des traces, entre dirigeants et dans les opinions publiques, après ce spectacle affligeant de chefs d'Etat et de gouvernement jouant les pompiers de crise en crise, de sommet en sommet... La crise des réfugiés donne l'impression de n'être pas sous contrôle, pendant que des gens meurent : il y a un déficit d'unité, mais surtout un déficit d'efficacité. L'Europe manque d'architectes.

Recueilli par Francis Brochet



Photo DR

À suivre

Le pape François aux États-Unis

Le marathon continue pour le pape, qui fait office de médiateur dans la grande réconciliation entamée entre Cuba et les États-Unis. Après quatre jours passés sur l'île de Cuba, François doit s'envoler ce mardi pour les États-Unis. Il sera reçu par le président Barack Obama et son épouse Michelle à la base aérienne d'Andrews, non loin de Washington.

HONGRIE

Réfugiés : les tirs non létaux autorisés

La Hongrie semble prête à tout pour refouler les migrants qui se pressent à sa frontière. L'armée et la police sont désormais autorisées à ouvrir le feu contre les réfugiés « à certaines conditions » et dans la mesure où ceux-ci « ne sont pas mortels ». Le texte, adopté hier par le Parlement hongrois à une large majorité, complète la clôture de barbelés érigée à la frontière serbo-hongroise et la législation anti-migrants entrée en vigueur le 15 septembre. Outre les tirs, cette nouvelle loi permet à la police de perquisitionner tout domicile privé où des migrants sont soupçonnés de se trouver.

ALLEMAGNE

Aéroport de Berlin : les travaux suspendus

Le futur aéroport international de Berlin, risée de toute l'Allemagne en raison des multiples déboires qui ont affecté sa construction, a dû suspendre sine die ses travaux hier à cause d'un toit trop lourd, ont annoncé les autorités locales. La reprise des travaux dépendra d'inspections techniques qui ne sont pas encore programmées. L'impact de ce nouvel incident sur la date d'ouverture du bâtiment, fixée à fin 2017 avec déjà cinq ans de retard, n'est pas encore connu.

CHINE

Des applications Apple infectées par un virus

Apple, réputé pour la sécurité de ses applications, a pourtant dû en retirer des centaines, utilisées par des millions de Chinois, de son App Store après l'introduction d'un virus. Un revers pour le géant américain qui met en vente ce vendredi deux nouveaux modèles d'iPhone.

« C'est la plus vaste et importante propagation d'un logiciel malveillant dans l'histoire de l'App Store d'Apple », a estimé l'organisation Greatfire.org, qui lutte contre la censure et suit les restrictions imposées sur internet en Chine. La firme américaine a affirmé faire équipe avec des développeurs afin d'aider à réparer les applications touchées.